



Stock Photo, Niger

# MARIAGE D'ENFANTS, PRÉCOCE ET FORCÉ : Une analyse d'économie politique du Niger

Juin 2020



Iris Group

## TABLE DES MATIÈRES

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE .....	1
II. INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE .....	5
III. CONTEXTE .....	6
IV. RÉSULTATS .....	7
A. FACTEURS FONDAMENTAUX.....	7
B. REGLES DU JEU.....	9
C. ICI ET MAINTENANT.....	13
D. DYNAMIQUES.....	19
<i>Progrès</i> .....	20
<i>Obstacles aux progrès</i> .....	21
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	24
A. QUELLE SONT LES JUSTIFICATIONS ECONOMIQUES POUR L'INVESTISSEMENT RELIE AU CEFM AU NIGER ? .....	24
B. QUELS SONT LES FACTEURS D'INFLUENCE CLES DU CEFM AU NIGER ?.....	24
C. DANS QUELLES DOMAINES L'INVESTISSEMENT/L'INFLUENCE PEUVENT-ELLES TRANSFORMER LES LACUNES EN OPPORTUNITES ? .....	25
RÉFÉRENCES .....	27
APPENDIX A: KEY INFORMANT INTERVIEW GUIDE (ENGLISH) .....	29
APPENDIX B: GUIDE D'ENTREVUE DES INFORMATEURS CLES (FRANÇAIS) .....	32

Ce rapport a été préparé par Iris Group avec le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates sous l'ID d'investissement #005233. Le rapport ne reflète pas nécessairement les vues de la Fondation Bill & Melinda Gates.

### REMERCIEMENTS

Iris Group remercie Mary Beth Hastings pour la conceptualisation et la supervision de cette analyse et pour la rédaction de ce rapport, ainsi qu'Aishwarya Nagar pour son soutien à la recherche. L'auteur reconnaît son statut de personne occidentale privilégiée en dehors de ce contexte, appliquant son objectif d'analyse sur les conditions politiques et économiques dans un autre pays, et que cette perspective peut influencer les conclusions et les recommandations du rapport. Nous remercions également Aditi Krishna d'Iris Group et Suzanne Petroni de Gender Equality Solutions, pour leur contribution technique et éditoriale. Iris Group est profondément reconnaissant pour les conseils et le soutien technique d'Yvette Efevbera, de la Fondation Bill & Melinda Gates, tout au long de la préparation de cette analyse et de ce rapport, ainsi que pour la contribution de nombreux informateurs clés.

**Citation préférée :** Iris Group. 2020. Analyse d'économie politique des mariages d'enfants, précoces et forcés au Niger. Chapel Hill, USA

## I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En 2020, Iris Group a mené une analyse d'économie politique (PEA) sur la question du mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM) au Niger afin de contextualiser le travail du Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants<sup>1</sup> et d'offrir une vue d'ensemble de l'environnement des programmes combattant le CEFM dans le pays. Une revue de la littérature et des entretiens avec des informateurs clés nous ont permis de formaliser notre analyse et conclure les éléments suivants :

PILLIERS DE L'ANALYSE	PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<b>Principes fondamentaux</b>  <i>(par exemple, les structures intégrées: géographie, classe sociale, ethnicité)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les caractéristiques géographiques justifient le besoin de solidarité sociale entre les familles</li> <li>• Il existe peu de différences entre les classes économiques concernant la pratique du mariage d'enfants</li> <li>• Il existe quelques variations dans le taux de mariage d'enfants par groupes ethniques, et aucune différence notable entre groupes religieux</li> <li>• L'inégalité historique entre les genres est la source du CEFM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mariage d'enfants soutient les familles en cas d'urgence économique</li> <li>• Il se peut que les approches ciblant les différences régionales dans le taux de mariage d'enfants soient plus efficaces que celles fondées sur les différences de classe ou d'ethnicité</li> <li>• Les structures et institutions puissantes au Niger sont largement dominées par les hommes</li> </ul>
<b>Règles du jeu</b>  <i>(par exemple, les lois, engagements internationaux, politiques, normes sociales)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le code civil permet le mariage des filles à l'âge de 15 ans et reconnaît les lois religieuses et traditionnelles pour les enjeux de mariage et de divorce</li> <li>• Les accords internationaux engagent le Niger à mettre fin au mariage avant l'âge de 18 ans</li> <li>• Les normes sociales au Niger sont fondées sur des croyances patriarcales, et récompensent les familles et les communautés pour le mariage d'enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lois du Niger sont incompatibles avec les engagements internationaux</li> <li>• Les normes sociales ont un poids beaucoup plus important que les lois nationales</li> <li>• Le mariage au Niger est motivé par la peur des relations sexuelles avant le mariage et de la grossesse</li> <li>• Les enfants nigériens sont considérés socialement comme des adultes par le mariage</li> <li>• La valeur principale des femmes est de servir leur famille, leur mari, leur belle-famille et leurs enfants</li> </ul>
<b>Ici et maintenant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parties prenantes incluent les champions clés au sein de la présidence et des ministères ; le programme mondial de UNFPA-UNICEF ; et des organismes de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OSC et ONG sont en concurrence avec les plus grandes OING pour une reconnaissance officielle et des ressources,</li> </ul>

<sup>1</sup> Le Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants a été convoqué pour faciliter l'action et l'apprentissage coordonnés entre sept partenaires qui se concentrent sur la recherche, le plaidoyer et la mise en œuvre. Le Consortium comprend : le GIRL Center du Population Council, l'UNICEF, Filles Pas Épouses, Iris Group, Fraym, Center of Gender Equity and Health de l'Université de Californie à San Diego, et Unchained At Last.

PILLIERS DE L'ANALYSE	PRINCIPALES CONCLUSIONS	IMPLICATIONS
<i>(par exemple, les événements récents et circonstances actuelles)</i>	<p>coordination pour unifier les travaux des organisations non-gouvernementales internationales (OING) et des organisations de la société civile (OSC)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travaux les plus visibles reliés au CEFM proviennent des OING ; il existe une perception que les OSC sont faibles, mais qu'elles ont des liens plus forts avec les communautés que les OING</li> <li>• Les programmes contre le mariage d'enfants sont limités par des déficiences structurelles et les normes de genre</li> <li>• Les menaces provenant de COVID-19 et des groupes armés peuvent augmenter le taux de CEFM</li> </ul>	<p>malgré leur avantage d'être plus proches des communautés locales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les efforts d'éducation sont encourageants, mais en l'absence de changements concernant les normes sociales et les conditions économiques, ils pourraient empirer la situation des filles</li> <li>• Le mariage est perçu et peut servir de protection contre les groupes armés</li> <li>• En raison de la COVID-19, les ressources de prestation de services n'atteignent pas les communautés et les filles sont plus vulnérables lors des fermetures des écoles</li> </ul>
<b>Dynamiques</b> <i>(l'interaction entre les autres piliers)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les progrès du plaidoyer incluent un plan d'action national et des gains locaux avec les chefs religieux et traditionnels</li> <li>• La recherche a illustré les normes sociales et les problèmes économiques structurels concernant le CEFM</li> <li>• Avancés considérables dans l'étendue des programmes communautaires</li> <li>• Le pouvoir politique des fondamentalistes religieux et la faiblesse des OSC menacent ces progrès</li> <li>• Il existe d'importantes lacunes dans la recherche, notamment un manque d'évaluations de programmes et d'études sur le changement de comportement des hommes et l'influence de la polygamie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les engagements publics promettent des actions futures et de privilégier ce sujet au niveau national</li> <li>• Grâce en partie à la recherche et au plaidoyer, les groupes d'implémentation progressent dans la conception et l'élaboration de programmes contre le mariage d'enfants efficaces</li> <li>• Les efforts pour augmenter l'âge du mariage seront difficiles, étant donné la résistance des communautés face à l'idée et le problème qu'il n'existe pas assez d'alternatives pour les filles</li> </ul>

Les résultats de cette PEA soutiennent les conclusions et recommandations suivantes :

### Justifications économiques pour l'investissement

- Le Niger a le taux le plus élevé de mariage d'enfants
- Les organisations de la société civile au Niger ont besoin d'investissements et de support
- Les solutions de lutte contre le mariage d'enfants au Niger nécessitent des changements dans de nombreux secteurs. Cependant, il serait stratégique et efficace d'étudier les points d'entrée de chaque secteur individuel, jouant sur les points forts de la BMGF

### Facteurs d'influence clés du CEFM au Niger

- Le plan d'action national avec une composante budgétaire offre une feuille de route pour le plaidoyer
- Les approches communautaires qui abordent les normes sociales et la vulnérabilité économique offrent le meilleur espoir pour les programmes combattant le mariage d'enfants
- Les investissements efficaces engageront les chefs religieux et traditionnels, les jeunes, les pères et les maris en tant qu'influenceurs essentiels

### Transformation des lacunes en opportunités

- L'engagement des médias peut commencer à modifier les normes sociales tout en combattant l'influence des dirigeants fondamentalistes
- La direction des OSC avec le support des OING peuvent mener à la réduction de CEFM au long terme
- Le changement de politique devrait être une priorité de plaidoyer plutôt que la réforme juridique dans la réalité politique actuelle du Niger.
- La recherche doit identifier les modèles efficaces pour les programmes locaux
- Les normes sociales devraient être abordées dans une perspective positive et constructive et d'une manière sécuritaire pour les filles
- Les réseaux et les connexions entre les villages, en particulier ceux qui ciblent le leadership des jeunes, peuvent rapprocher l'écart d'information et d'action parmi les jeunes et renforcer leurs voix.

## II. INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

En 2020, Iris Group a mené une analyse d'économie politique (PEA) sur la question du mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM) au Niger afin de contextualiser le travail du Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants<sup>2</sup> et d'offrir un aperçu de haut niveau de l'environnement des programmes combattant le CEFM dans le pays. Le but ultime de cette analyse est de fournir un contexte au niveau macro permettant de présenter les conclusions des investissements dans ces interventions.

Iris Group a adapté un cadre existant d'analyse d'économie politique provenant du 2018 USAID PEA Guide for Practitioners (Menocal et al., 2018) pour identifier le contexte sous-jacent de CEFM. L'équipe a effectué une revue de littérature formelle et informelle et a mené cinq entretiens semi-structurés avec 11 informateurs clés sur le sujet. Cette PEA est axée sur le genre, examinant comment la société nigérienne comprend et applique les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, et comment les dynamiques politiques influencent l'égalité des droits des femmes et des filles. Cette emphase sur le genre fut intégrée dans nos entretiens avec les informateurs clés et à notre analyse des résultats.

Iris Group a évalué les résultats sous quatre angles différents :

- **Facteurs fondamentaux** : Structures intégrées difficiles ou impossibles à changer, telles que la géographie, la classe, l'ethnicité, l'inégalité entre les genres
- **Règles du jeu** : lois, engagements internationaux, politiques et normes sociales
- **Ici et maintenant** : événements et circonstances actuelles
- **Dynamique** : Interaction entre les piliers

Cette étude présente le contexte de CEFM au Niger, résume les conclusions de chaque pilier d'analyse d'après la revue littéraire et des entretiens, et fournit des recommandations basées sur ces conclusions pour lutter contre le CEFM au Niger.

---

<sup>2</sup> Le Consortium des Partenaires d'Apprentissage du Mariage d'Enfants a été convoqué pour faciliter l'action et l'apprentissage coordonnés entre sept partenaires qui se concentrent sur la recherche, le plaidoyer et la mise en œuvre. Le Consortium comprend : le GIRL Center du Population Council, l'UNICEF, Filles Pas Épouses, Iris Group, Fraym, Center of Gender Equity and Health de l'Université de Californie à San Diego, et Unchained At Last.

### III. CONTEXTE

En 2019, le Niger se classait presque au dernier rang de l'indice de développement humain, 187ème sur 189 pour les années de scolarisation escomptées (6,5) et avait le 4ème revenu national brut (RNB) par habitant le plus bas de tous les pays, à 912 \$. En 2018, le pays fut classé dernier sur l'indice d'inégalité des genres dû à des services de santé reproductive déficients, peu d'autonomisation pour les filles et les femmes et le faible statut économique des femmes (UNDP, 2019). Le taux de fécondité du Niger est également le plus élevé au monde, avec une moyenne de 6,9 en 2018, et une prévalence contraceptive très faible d'environ 20,7% pour les femmes mariées/en union (FP2020, 2019).

Les faibles classements du Niger sont partiellement dus aux contraintes liées aux ressources naturelles, amplifiées par les impacts du changement climatique ; la sécheresse est le plus grand risque auquel le pays fait face, et la désertification empire la situation déjà fragile de ressources limitées (Gambo Boukary et al., 2016). De juin à octobre, pendant la « saison de soudure » et la saison des pluies, les réserves de récoltes précédentes baissent, les prix des denrées alimentaires augmentent et l'incidence des maladies diarrhéiques et du paludisme est élevée (Langendorf et al., 2014). Jusqu'à 1/3 de la population rurale du pays émigre pendant cette période (Afifi, 2011). De plus, un enfant sur deux au Niger souffre de malnutrition chronique (Burki, 2013).

Le président nigérien Mahamadou Issoufou fut élu pour la première fois en 2011 après un coup d'état et un bref régime militaire, puis réélu en 2016 pour un deuxième mandat de cinq ans. Le Niger a une assemblée nationale monocamérale avec 171 sièges, renouvelés tous les cinq ans. Tous les partis soumettent des listes de candidats puis remportent des sièges en fonction de leur pourcentage du vote global. En 2001, les activistes des droits des femmes ont obtenu l'adoption d'un décret imposant une représentation d'au moins 10 % des femmes et des hommes sur les listes des partis (Kang, 2018). En 2019, l'Assemblée a augmenté le quota de femmes dans les postes électifs de 15 % à 25 % et a nommé postes de 25% à 30% (Ministry of Justice, 2019).

Le taux de mariage des filles<sup>3</sup> du Niger est le taux le plus élevé du monde. Les données représentatives récentes ne sont pas disponibles car l'enquête démographique et de santé (EDS) de 2017 fut annulée en raison de problèmes de qualité des données. Selon l'EDS 2012, 76,3% des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans et 28% l'étaient avant l'âge de 15 ans (Institut National de la Statistique - INS/Niger & ICF International, 2013). Bien qu'il y ait eu des progrès dans la réduction du taux de mariage des moins de 15 ans (de 50,3% en 1992 à 28% en 2012), la prévalence du mariage d'enfants dans l'ensemble (c'est-à-dire le mariage des filles de moins de 18 ans) a baissé plus lentement, diminuant de seulement 7,2% (de 83,5% à 76,3%) au cours de la même période. L'âge médian au premier mariage des filles est de 15,7 ans, contre 14,9 ans en 1992.

---

<sup>3</sup> Bien que le terme « mariage d'enfants » englobe à la fois les garçons et les filles, ce rapport se concentre sur les filles, car le taux pour les garçons est considérablement plus bas.

## IV. RÉSULTATS

### A. Facteurs fondamentaux

Cette section explore les structures intégrées ou fixes qui affectent le CEFM. Nous explorons ci-dessous les caractéristiques géographiques, économiques et ethniques et comment celles-ci influencent les taux de CEFM. Les structures intégrées sont celles qui ne changent pas rapidement et devraient être considérées comme des constantes dans toute stratégie reliée au CEFM. Les *facteurs fondamentaux* les plus pertinents au Niger sont :

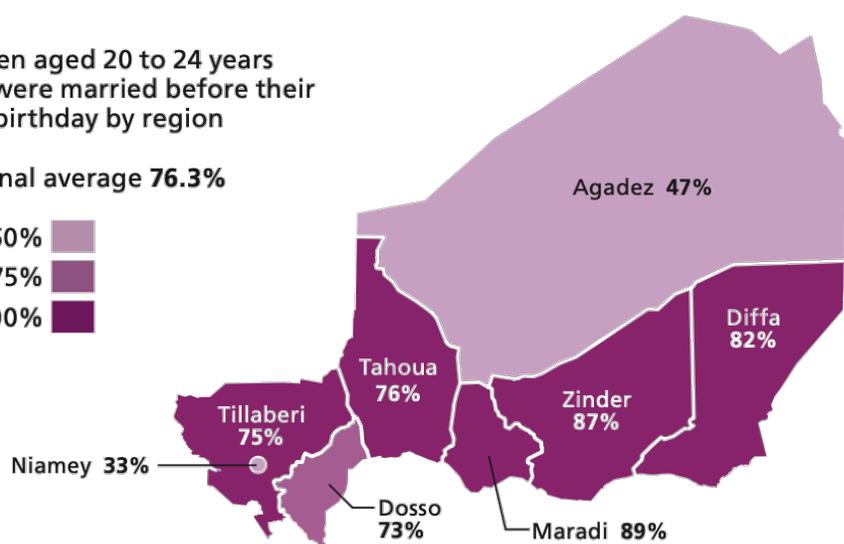
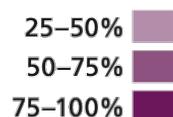
- Les caractéristiques géographiques justifient le besoin de solidarité sociale entre les familles
- Il existe peu de différences entre les classes économiques concernant la pratique du mariage d'enfants
- Il existe quelques variations dans le taux de mariage d'enfants par groupes ethniques, et aucune différence notable entre groupes religieux

La géographie du Niger - y compris son milieu aride, sa population dispersée et ses tendances migratoires - ont contribué à sa stagnation économique et à ses difficultés de combattre le mariage d'enfants. Les sécheresses et divers crises au Niger entraînent des problèmes de migration et de sécurité historiques dans le pays (Fenn et al., 2015). Le gouvernement national, situé dans le coin sud-ouest du pays, est très limité dans ses capacités de protection des populations et semble indifférent aux vies de plupart des Nigériens. De nombreuses preuves indiquent que le mariage d'enfants aide les familles à survivre différentes crises en renforçant la solidarité communautaire (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018).

### Regional distribution of child marriage in Niger<sup>1</sup>

Women aged 20 to 24 years  
who were married before their  
18th birthday by region

National average 76.3%



Girls Not Brides

Les communautés rurales du Niger ont des taux de mariage d'enfants plus élevés que ses équivalents urbains (Chata Malé & Quentin Wodon, 2016). Chez les femmes de 20-49 ans à Niamey, l'âge médian du mariage est de 19,5 ans ; dans les zones rurales, il est de 15,6. Il est le plus bas dans les régions de Zinder (15,4), Maradi (15,4) et Tahoua (15,8). Cependant, certaines études régionales trouvent des sous-estimations dans les taux de CEFM déclarés par l'EDS. Une étude datant de 2019 par Promundo estima après des sondages d'adolescentes (âgées de 13 à 19 ans) que l'âge médian au premier mariage dans la région de Dosso est de 14,1 ans, nettement inférieur aux estimations de l'EDS 2012 de 16,3, qui comprend les femmes en âge de procréer (Spindler et al., 2019). Dans l'étude de Promundo, plus de la moitié (56,6 %) des filles interrogées étaient mariées entre 10 et 14 ans. Une enquête menée en 2017 par More Than Brides Alliance a révélé que 28,9 % des femmes âgées de 15 à 19 ans à Tillabéri ont déclaré être mariées avant l'âge de 15 ans et à Maradi, le nombre était de 61,5% (Melnikas et al., 2019). Les zones rurales souffrent également d'un manque de services sociaux qui pourraient réduire le taux de mariage d'enfants, tels que les écoles et les centres de santé (UNICEF, 2016).

Les taux de mariage d'enfants par classe économique sont supérieurs à 80 % dans tous les quantiles, à part le plus élevé, où le taux tombe à 49,2%. Dans la plupart des pays avec un taux de mariage d'enfants élevé, les filles des quantiles les plus bas sont les plus susceptibles d'être mariées. Les taux élevés au Niger dans toutes les classes économiques suggèrent que même si la pauvreté influence les taux de mariage d'enfants, elle n'est un facteur principal de la pratique (Malé & Wodon, 2016). Le prix de la fiancée – un don versé à la famille de la mariée par la famille de l'époux – est une coutume au Niger, mais l'incitation financière à se marier reste faible car la famille de la mariée est responsable pour divers achats nécessaires pour le déménagement de la mariée à sa nouvelle maison (UNICEF, 2016). Comme l'a dit un informateur, « [CEFM] est plus lié aux croyances et au sexisme qu'à la pauvreté. Même les intellectuels marient leurs filles tôt puisqu'ils veulent désespérément que leurs filles restent vierges jusqu'au mariage » (Interview, 5/20). Il existe cependant de nombreuses conséquences économiques du CEFM, discutées dans la section Ici et maintenant ci-dessous.

L'ethnicité au Niger a une certaine influence sur l'âge auquel une fille se marie, mais la pratique est acceptée parmi tous les groupes ethniques. Un peu plus de la moitié de la population nigérienne est Hausa, 21% est Zarma et 11% est Tuareg. Les communautés rurales Hausa ont tendance à avoir des taux plus élevés de CEFM (Fenn et al., 2015; Spindler et al., 2019) et un chercheur a noté que les filles Hausa ont tendance à être mariées plus jeunes que celles du groupe ethnique Zarma. (Interview, 5/13). Certains Tuareg dans la région Tahoua suivent la coutume *wahaya* – ou l'esclavage sexuel – lorsque des hommes riches achètent une fille descendantes d'anciens esclaves comme épouse illégitime (Abdelkader & Zangaou, 2012; Girls Not Brides, 2020). Certaines études trouvent que la pratique *wahaya* est aussi poursuivie par quelques hommes Hausa (Abdelkader & Zangaou, 2012). Cette coutume est illégale, ce qui peut expliquer le manque de données sur son incidence. Un informateur a précisé qu'il existe des différences régionales dans les normes liées au consentement requis pour le mariage,

reflétant des différences culturelles entre les groupes ethniques ou l'influence des chefs traditionnels ou religieux. Dans la région de Dosso par exemple, le consentement des filles est requis avant le mariage, contrairement à d'autres régions (Interview, 5/15). Surtout, le CEFM a tendance à être regroupé géographiquement, les filles étant plus susceptibles de se marier jeunes dans les villages où leurs tantes, mères et sœurs se sont également mariées jeunes. (Interview, 5/13).

Comme ailleurs, l'inégalité entre les genres est un facteur sous-jacent du mariage d'enfants au Niger (Girls Not Brides, 2020). Une dominance masculine historique qui s'étend à travers les institutions du Niger, y compris les structures politiques, économiques, religieuses et familiales, a perpétué des systèmes sociaux inégaux et des normes patriarcales (Kang, 2015). Il existe de nombreuses indications que l'expansion de l'islam au Niger et le colonialisme français ont nui aux femmes auparavant dirigeantes et ont instaurer les inégalités entre les genres toujours observées aujourd'hui. Par exemple, les français ont créé un système au Niger qui donnait le pouvoir à ceux qui étaient éduqués dans les écoles occidentales, alors que les femmes nigériennes n'ont pas eu accès à ces écoles jusqu'en 1960 lors de l'indépendance (Bergstrom, 2002). Les normes de genre décrites ci-dessous ont émergé d'un contexte historique qui place les femmes principalement comme épouses et mères, dont le devoir est d'obéir aux maris, pères et beaux-parents et dont la fertilité est valorisée et protégée (UNICEF, 2016; Girls Not Brides, 2020).

## B. Règles du Jeu

Cette section explore les règlements formels et informels du Niger régissant les actions individuelles, communautaires et gouvernementales liées au CEFM, incluant les lois et politiques nationales, les engagements internationaux et les normes sociales. D'après les informateurs et la littérature, les normes sociales sont de loin les facteurs les plus puissants affectant le comportement des individus au Niger et les plus résistants aux changements. Les *règles du jeu* qui affectent CEFM incluent :

- Le code civil permet le mariage des filles à l'âge de 15 ans et reconnaît les lois religieuses et traditionnelles pour les enjeux de mariage et de divorce
- Les accords internationaux engagent le Niger à mettre fin au mariage avant l'âge de 18 ans
- Les normes sociales au Niger sont fondées sur des croyances patriarcales, et récompensent les familles et les communautés pour le mariage d'enfants

Le Niger s'est engagé à éliminer le mariage d'enfants d'ici 2030, un objectif des Objectifs de Développement Durable, mais bien que le président du Niger ait déclaré que le mariage d'enfants ne serait plus toléré, aucune loi n'a encore été adoptée et les punitions du mariage précoce restent minimales (Girls Not Brides, 2020). L'âge minimum légal du mariage au Niger est de 15 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons, selon le code civil de 1993, toujours en vigueur (Girls Not Brides, 2020). Cependant, le droit judiciaire défère au droit coutumier sur les questions de mariage, divorce et héritage au Niger (UNICEF, 2016). Par exemple, la polygamie n'est pas reconnue par le droit civil, mais est légale en vertu du droit coutumier et

religieux (Portail de l'Afrique de l'Ouest, n.d.). Bien que le Niger soit un état laïc, l'Association islamique (AIN) enregistre officiellement les mariages et les tribunaux peuvent appliquer la loi islamique lors des mariages (Kang, 2015). Donc, tout effort de réforme juridique visant à relever l'âge du mariage devrait également annuler le pouvoir du droit coutumier et religieux dans ces cas.

Les tentatives précédentes de modification des lois nigériennes sur le mariage, le divorce et l'héritage pour améliorer les droits des femmes ont suscité une vive opposition de la part des groupes islamiques conservateurs. En 1994 et 2011, les efforts ciblant les lois sur le mariage et le divorce furent critiqués par des groupes islamiques, qui ont dénoncé les changements proposés comme « antimusulmans et antidémocratiques », et ont proféré des menaces contre les militantes des droits des femmes qui en avaient fait la promotion (Kang, 2015). En 2012, le gouvernement a tenté d'obtenir du soutien pour une loi qui aurait obligé les chefs d'établissement de déclarer lorsque les mariages d'enfants aient eu lieu, pour encourager le maintien des filles à l'école (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). Comme l'a dit un informateur, les dirigeants islamiques "ont rapidement protesté contre le processus et ont contesté toute législation qui assignerait une limite d'âge au mariage" (Interview, 5/20). Avant l'adoption, la loi fut modifiée pour supprimer l'exigence de déclaration, remplacé par un règlement vague requérant simplement d'informer les autorités si quelqu'un interfère avec l'éducation d'une fille (Kang, 2015).

Malgré de lents progrès en ce qui a trait aux réformes juridiques nationales, le Niger a amélioré ses engagements internationaux sur le mariage d'enfants. En 1999, le Niger a ratifié la CEDAW (avec réservations) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (Girls Not Brides, 2020). En 2014, le Niger s'est rejoint à la campagne de l'Union africaine pour mettre fin au mariage d'enfants comme stratégie de réduction du taux de fistule obstétricale, et la Première Dame du Niger a organisé un Forum des Premières Dames sur le mariage d'enfants en 2017 (Girls Not Brides, 2020). En 2018, dans le cadre de la campagne du programme mondial de l'UNFPA et de l'UNICEF, le Niger a coparrainé une résolution des Nations Unies sur le mariage d'enfants qui « exhorte les états membres à promulguer, appliquer et faire respecter les lois et politiques visant à empêcher et mettre fin aux mariages d'enfants, précoces et forcés et à travailler vers la cohérence des lois et des politiques au niveau local » (UNFPA & UNICEF, 2018).

Les lois du Niger autorisant le mariage des filles à l'âge de 15 ans sont incompatibles avec ces engagements internationaux. Cependant, la pression internationale a amélioré la volonté politique de changer les règlements et les directives nationales pour lutter contre le mariage d'enfants. Les politiques nationales du Niger sur la sécurité alimentaire, le genre et la violence abordent tous certains aspects du mariage d'enfants, avec quelques politiques mettant l'accent sur la réduction des grossesses précoces (Save the Children UK, 2017). En 2018, le programme mondial de l'UNFPA-UNICEF assista le gouvernement nigérien lors de l'élaboration d'un plan d'action national pour éliminer le mariage d'enfants, exigeant de

chaque ministère l'inclusion d'une composante du mariage d'enfants dans ses politiques et programmes.

La littérature et les informateurs admettent que même si cela était possible, une réforme juridique aurait peu de chances de changer la pratique car le gouvernement national "a peu d'influence sur la vie quotidienne des gens" et serait confronté à des "normes sociales profondément enracinées" (Interviews 5/13; 5/15). Ces normes sociales créent un système dans lequel les avantages du mariage d'enfants sont largement partagés (par les parents, les maris, les beaux-parents, les chefs traditionnels et la mariée elle-même) et les coûts du mariage d'enfants (autre que les coûts macroéconomiques) affectent presque exclusivement la fille. Cela incite fortement les filles et leurs communautés à maintenir le statu quo.

La revue de la littérature et les entretiens avec les informateurs identifient les normes sociales pertinentes suivantes, discutées en détail ci-dessous, toutes supportant et étant supportés par l'inégalité entre les genres :

- Peur et stigmatisation des relations sexuelles avant le mariage des filles
- La cohésion sociale
- Valeur des jeunes mariées
- Le mariage comme unique transition vers la vie adulte

Comme l'ont souligné de nombreux chercheurs, les parents nigériens considèrent le mariage d'enfants comme protecteur. En particulier dans les zones rurales, il existe une forte stigmatisation des relations sexuelles des filles avant le mariage, et le mariage d'enfants est considéré comme un moyen de protéger la fille de la honte et du déshonneur familial que sa perte de virginité entraînerait (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018; Morgan, 2016; UNFPA & UNICEF, 2018). Les parents déduisent généralement quand une fille est prête à se marier, non pas à un certain âge, mais lorsqu'elle développe des seins ou d'autres caractéristiques sexuelles secondaires. Dans certaines régions, il existe une crainte que le sang menstruel soit confondu avec la sang dû au premier rapport sexuel, entraînant des parents à faire marier leurs filles avant qu'elle commencent à avoir leurs règles (Girls Not Brides, 2020). « Le mariage est considéré comme une stratégie visant à protéger l'intégrité physique et la virginité des filles et, par extension, leur propre honneur et celui de leur famille » (Morgan, 2016). Un informateur a noté à quel point cette perspective est partagée même parmi les parents éduqués, en disant : « J'ai plusieurs amis qui préfèrent marier leurs filles à 17 ou 18 ans plutôt que de les laisser sortir avec des garçons ou avoir un enfant hors mariage » (Interview, 5/20).

Ces normes semblent avoir une grande influence sur le comportement des adolescentes. Les sondages montrent que l'âge médian des filles lors de leur premier rapport sexuel est un peu plus élevé que l'âge médian au premier mariage, à 16,0 et 15,9, respectivement (Fenn et al., 2015). Alors que dans certains pays le CEFM est une réaction aux taux de grossesse chez les adolescentes, le mariage au Niger est motivé par la peur des relations sexuelles et des grossesses avant le mariage, et non une réponse aux taux officiels.

Les filles et leurs familles bénéficient et valorisent la cohésion sociale, et le CEFM est un outil pour maintenir cette cohésion. Les désirs individuels, en particulier ceux des filles, sont structurés pour répondre aux besoins et aux souhaits de la famille et de la communauté (Fenn et al., 2015). Pour les filles, le maintien de l'honneur familial est considéré une responsabilité fondamentale envers leurs aînées. Elles sont également confrontées par une forte pression sociale les encourageant à se marier jeunes puisque leurs amies et modèles dans la communauté suivent la coutume (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). De plus, la famille bénéficie des nouvelles relations familiales avec le marié : par exemple, il est commun que le marié et ses amis effectuent des travaux pour le père de la mariée (Morgan 2016). Cette solidarité communautaire est essentielle à la vie quotidienne, mais plus encore en période de crise économique lors de mauvaises récoltes ou de maladie. Le père en particulier risque son propre statut social si sa fille se marie plus tard, car il est perçu comme favorisant la scolarité de sa fille avant les besoins de la communauté (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018).

Les jeunes mariées sont souvent préférées par les hommes au Niger pour leur fertilité et soumission perçue. Cela se reflète littéralement dans le prix de la fiancée, qui est souvent plus élevé pour les jeunes filles (Walker, 2013). Parce que le nombre idéal d'enfants reste élevé au Niger, les filles doivent prouver leur fertilité et avoir un enfant dans les deux ans suivant le mariage (CARE, 2017). Les jeunes filles sont perçues comme étant les plus fertiles, une croyance liée aux perceptions de la virilité masculine et du statut social (Spindler et al., 2019). Les hommes perçoivent les filles mariées comme des enfants plus facilement contrôlée qui se plient à leurs caprices (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). Un informateur a dit : « Les hommes aiment et veulent que leurs femmes soient obéissantes, contrôlées et ne les contredisent jamais. La question du mariage précoce est donc très complexe et nécessite une étude attentive sur les relations entre hommes et femmes au Niger » (Interview, 5/20). Les données qualitatives de Maradi recueillies dans l'étude IMAGES ont révélé que l'indépendance financière des hommes augmente leur capacité à choisir quand et avec qui se marier, mais n'a pas modifié les normes concernant la fécondité et l'âge au premier mariage (Spindler et al., 2019). La polygamie joue également un rôle dans la continuation du mariage d'enfants, car les hommes nigériens préfèrent des filles très jeunes pour leur deuxième, troisième ou quatrième épouses (UNICEF, 2016). Selon Save UK, « Au Niger, 18,6 % des filles entre 15 et 19 ans sont fiancées à un mariage polygame » (Save the Children UK, 2017).

La littérature pointe également du doigt un système social qui ne reconnaît pas de période de transition entre l'enfance et la vie adulte. Les enfants nigériens – garçons et filles – deviennent adultes seulement par le mariage, et le début de la puberté pour les filles signale la préparation au mariage/à la vie adulte (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). Une personne n'est pas autorisée à assumer des responsabilités d'adulte tant qu'elle n'est pas mariée. En conséquence, « l'adolescence n'existe pas » et les jeunes qui cherchent à être acceptés en tant qu'adultes doivent être mariés (UNICEF, 2016).

Un informateur a précisé que « pour étudier les mariages précoces, nous devons examiner la perception et le statut des femmes au Niger » (Interview 5/20). Les maris sont les principaux décideurs une fois qu'une fille se marie, et, avant cela, ce sont ses parents. Jusqu'à ce qu'elle soit elle-même une aînée avec la possibilité de prendre des décisions ménagères, elle n'a pas de pouvoir (CARE, 2017). En tant qu'épouse vivant avec la famille de son mari, elle doit également être obéissante et servir ses beaux-parents. Un chef de village interrogé dans une étude de Plan International a déclaré qu'une jeune mariée doit « maîtriser ses nouvelles tâches et responsabilités tout en gardant le silence, même lorsque les discussions la concernent directement, et respecter sa belle-mère, en assumant ses tâches » (Morgan 2016).

### C. Ici et maintenant

Cette section examine l'état actuel de CEFM au Niger. D'abord, nous présentons les parties prenantes importantes, examinant leur influence et leur soutien reliés aux efforts de lutte contre le CEFM. Nous discutons ensuite des liens entre le CEFM et divers enjeux au Niger. La littérature met particulièrement d' emphase sur l'éducation et l'économie en tant qu'éléments essentiels du CEFM, mais certains programmes mettent également l'accent sur la santé et les droits des femmes. Enfin, nous examinons les effets des événements actuels sur les taux et les programmes de CEFM. Les facteurs les plus pertinents d'*ici et maintenant* reliés au CEFM au Niger sont :

- Les parties prenantes incluent les champions clés au sein de la présidence et des ministères ; le programme mondial de UNFPA-UNICEF ; et des organismes de coordination pour unifier les travaux des organisations non-gouvernementales internationales (OING) et des organisations de la société civile (OSC).
- Les travaux les plus visibles reliés au mariage d'enfants proviennent des OING ; il existe une perception que les OSC sont faibles, mais qu'elles ont des liens plus forts avec les communautés que les OING
- Les programmes anti-CEFM sont limités par des déficiences structurelles et les normes de genre
- Les menaces provenant de COVID-19 et des groupes armés peuvent augmenter le taux de CEFM

### Parties prenantes de CEFM

Les groupes de femmes et les groupes religieux fondamentalistes sont actifs sur la question du CEFM depuis le code de la famille proposé en 1993-1994, et le nombre de parties prenantes a considérablement augmenté depuis le lancement de la Campagne de l'Union africaine pour mettre fin au mariage d'enfants en 2014. (UNICEF, 2016). Le tableau ci-dessous décrit les principales parties prenantes et leur rôle et position concernant le CEFM.

PARTIES PRENANTES	RÔLE/POSITION RELIÉ AU CEFM
<b>Président et la Première Dame</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Président Mahamadou Issoufou et la Première Dame Lalla Malika ont pris des engagements régionaux et mondiaux ; soutiennent les résolutions de l'ONU; furent les hôtes de plusieurs sommets</li> <li>La Première Dame a rejoint les Premières Dames de la CEDEAO pour rendre le mariage d'enfants une priorité régionale (Interview, 5/15)</li> <li>Le deuxième et dernier mandat du président termine en 2021</li> <li>Des élections nationales auront lieu en décembre 2020 avec l'actuel ministre de l'Intérieur étant le candidat favori</li> </ul>
<b>Ministère de la Promotion de la femme et de la protection de l'Enfance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un « atout clé » pour faire avancer les efforts de lutte du mariage d'enfants</li> <li>Des représentants de ce ministère ont rencontré des membres de la société civile pour discuter des défis (Interviews, 5/15, 5/20)</li> </ul>
<b>Ministère de la Justice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A poussé pour une législation combattant le mariage d'enfants (<i>Statut Personnel</i>, 2011)</li> <li>Coordonne actuellement des interventions du mariage d'enfants avec le ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance (Interview, 5/27)</li> </ul>
<b>Ministère de la Santé Publique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un acteur relativement récent mais très important</li> <li>Une personne « de haut calibre » dirige le département de la santé reproductive, « très progressiste et assez engagée pour accroître ... l'accès à la contraception » (Interview 5/19)</li> </ul>
<b>Ministère de l'éducation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collabore avec la société civile sur les enjeux d'éducation des filles et l'égalité d'éducation, protégée par une loi de 2012</li> </ul>
<b>Assemblée Nationale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'engage occasionnellement sur cette question</li> <li>Réformateurs : « espèrent engager les jeunes parlementaires pour qu'ils s'opposent au CEFM » (Interview 5/15)</li> </ul>
<b>Comité national de Coordination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisée par le gouvernement, inclut l'ONU et les ONG</li> <li>Coordonne les programmes entre les secteurs et rédige un rapport annuel sur ses progrès (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018)</li> </ul>
<b>Plateforme Nationale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 40 OING, ONG et OSC contribuent au plan stratégique national et coordonnent les efforts (Interview 5/20)</li> </ul>
<b>Donateurs bilatéraux et multilatéraux (liste partielle)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le programme mondial d'UNICEF-UNFPA soutient les engagements du gouvernement, le plan d'action national, les interventions (Interview, 5/20)</li> <li>Concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'approche du gouvernement néerlandais fut mentionnée. Un nouvel expert en SDR est situé à leur bureau au Niger (Interview, 5/15)</li> <li>Le gouvernement canadien « a une bourse pour mettre l'accent sur la promotion de l'éducation des filles » (Interview 5/15)</li> <li>Le Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend Project (SWEDD) de la Banque Mondiale inclut l'autonomisation des adolescentes et la santé reproductive au Niger</li> </ul>

PARTIES PRENANTES	RÔLE/POSITION RELIÉ AU CEFM
<b>Organisations internationales non gouvernementales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OING sont les acteurs les plus visibles sur le CEFM (Interview, 5/15)</li> <li>• Les groupes principaux incluent Plan International, Pathfinder, CARE, Oxfam, Girls Not Brides, Save the Children, Mercy Corps, Simavi, WorldVision (Interviews 5/15, 5/20, 5/27)</li> <li>• La grande visibilité des OING a des implications : les alliés potentiels et les influenceurs pourraient considérer les objectifs d'élimination de mariage d'enfants comme moins légitimes car ils découlent de voix externes (Interview, 5/19, Morgan, 2016)</li> </ul>
<b>Organisations de la société civile</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupes de femmes, groupes de jeunes et organisations religieuses</li> <li>• Travaux importants à la fois dans le plaidoyer et l'implémentation au niveau communautaire sur le mariage d'enfants (Interview, 5/27)</li> <li>• Les liens avec les communautés sont essentiels</li> <li>• Plus de 80 ONG dans cet espace (Interview, 5/27)</li> <li>• Manque de visibilité comparé aux OING, perception de faiblesse (Interview 5/14)</li> <li>• N'ont pas les mêmes ressources ou capacités pour documenter leurs résultats que les OING, ce qui continue un cycle dans lequel elles sont sous-évaluées (Interview, 5/15).</li> </ul>
<b>Groupes religieux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les fondamentalistes s'opposent aux politiques sur le CEFM depuis 1994, ils sont très vocaux sur l'augmentation de politiques basées sur la religion</li> <li>• Résistance exprimée par certains groupes quant aux tentatives de mieux contrôler le mariage, qualifiant ces positions d'« anti-musulmanes »</li> <li>• La peur des opposants conservateurs a ralenti la réforme juridique (Kang, 2015)</li> <li>• Certains groupes religieux modérés collaborent avec des groupes anti-CEFM et gagnent du support tout en limitant l'opposition (Interviews, 5/14, 5/19)</li> </ul>
<b>Chefs traditionnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Influenceurs critiques sont actifs à travers l'association des chefs de village</li> <li>• Messages sur la planification familiale, la fistule et la santé (Interview 5/27)</li> </ul>
<b>Médias</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Presse indépendante et publique, réseaux radios internationaux (VOA, BBC, Radio France) qui diffusent dans les langues locales (Interview 5/27)</li> <li>• Certaines émissions (séries dramatiques) sur le CEFM</li> <li>• Les médias sont rarement actifs sur le CEFM, aucune pression pour des changements dans la presse nationale (Interviews 5/19, 5/27)</li> <li>• Radio et télévision sont utilisées par les fondamentalistes pour promouvoir leur interprétation islamique et l'approbation du CEFM (Interview, 5/20)</li> </ul>

## CEFM et l'éducation

La littérature sur le CEFM au Niger met l'accent sur les liens entre le CEFM et l'éducation, et plusieurs organisations se concentrent sur le maintien des enfants à l'école comme prérequis essentiel pour la réduction du CEFM. Il existe actuellement deux types de programmes d'éducation au Niger, non exclusifs :

- Plaidoyer – Travailler avec les responsables des écoles et les dirigeants locaux pour promouvoir le droit à l'éducation des filles
- Élargir les opportunités éducatives – Efforts pour améliorer l'éducation formelle et accroître l'accès à l'éducation informelle et aux programmes parascolaires

Un informateur a précisé qu'un aspect important des programmes éducatifs est la possibilité d'intégrer d'autres messages pour efficacement changer les croyances et les attitudes sur les droits des filles, tels que les clubs de filles et de garçons qui abordent le sujet d'égalité des genres (Interview, 5/14).

Les résultats de la littérature et des entretiens montrent à la fois la promesse d'interventions basées sur l'éducation pour réduire le mariage d'enfants et les obstacles à franchir. Le tableau suivant résume les avantages et les inconvénients d'une approche basée sur l'éducation :

Avantages d'une approche basée sur l'éducation	Désavantages d'une approche basée sur l'éducation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'éducation est considérée comme la seule alternative acceptable au mariage pour les filles au Niger (Interview, 5/27; Morgan, 2016; Perlman et al., 2017)</li> <li>• Beaucoup de filles veulent rester à l'école (CARE, 2017; Perlman et al., 2017)</li> <li>• Expose les filles à des visions alternatives de l'avenir et à des modèles autres que leur famille et/ou village (Interview, 5/14)</li> <li>• Les programmes peuvent aborder les normes de genre chez les filles et les garçons (Interview, 5/14)</li> <li>• Approche politiquement acceptable pour aborder le mariage d'enfants, même parmi les fondamentalistes religieux (Interview, 5/14)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le soutien des parents est conditionnel à la réussite des filles ; manque d'intérêt pour/de la part des garçons (Morgan, 2016; CARE, 2017; Perlman et al., 2017)</li> <li>• Les responsabilités domestiques empêchent les filles d'étudier en dehors de l'école (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018)</li> <li>• Les écoles ont souvent des enseignants mal formés et des infrastructures inadéquates, y compris le manque de clôtures, d'eau ou de services hygiéniques (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018; UNFPA &amp; UNICEF, 2018).</li> <li>• Les coûts scolaires – y compris les coûts d'opportunité du travail des filles – peuvent être prohibitifs (Perlman et al., 2017)</li> <li>• La distance par rapport aux écoles secondaires augmente les coûts ; les déplacements exposent les filles à des violences sexuelles potentielles (Perlman, et al, 2017; UNFPA &amp; UNICEF, 2018; UNICEF, 2016)</li> <li>• La valeur accordée aux jeunes filles signifie qu'une fille de 18 ans éduquée peut avoir de</li> </ul>

	pires perspectives économiques et matrimoniales qu'une fille sans scolarité (Interview, 5/13)
--	---

## CEFM et l'économie

La littérature et les informateurs trouvent que le CEFM au Niger est un mécanisme de résilience pour les familles très vulnérables lors de crises économiques et sans filet de sécurité sociale. Alors que les normes sociales sont la principale motivation du CEFM au Niger, les conditions économiques sont des détails contextuels critiques.

Les projets d'autonomisation économique sont largement reconnus et peuvent jouer un rôle important dans les efforts de CEFM, même s'il s'agit principalement d'atténuer plutôt que d'empêcher le CEFM. Le tableau suivant résume les avantages et les inconvénients d'une approche basée sur l'économie :

Avantages d'une approche basée sur l'économie	Désavantages d'une approche basée sur l'économie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peut améliorer le leadership et l'autonomisation des filles et financer les frais de scolarité (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018)</li> <li>• Peut changer les perceptions de la communauté sur la valeur des filles (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018; Interview, 5/13)</li> <li>• Approche politiquement acceptable pour aborder le CEFM (Interview, 5/19)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'opportunités entrepreneuriales et d'emploi dû aux mauvaises conditions économiques (Interview, 5/19)</li> <li>• Travail supplémentaire pour les filles en plus des devoirs scolaires et/ou des responsabilités ménagères</li> <li>• Les parties prenantes peuvent ne pas considérer l'activité économique comme incompatible avec le mariage et la maternité précoce (Interview, 5/19)</li> <li>• Peut encourager les filles à abandonner l'école (Interview, 5/27)</li> </ul>

Une question cruciale qui doit être abordée par les responsables des projets d'autonomisation économique porte sur les responsabilités familiales existantes des filles.

- Les filles célibataires peuvent-elles participer à des activités économiques tout en complétant leurs responsabilités ménagères et éducatives ? Si non, quelles seront les priorités ?
- Les filles mariées peuvent-elles produire suffisamment de revenus pour les libérer de leurs responsabilités ménagères, comme s'occuper de leurs beaux-parents ?

## CEFM et la santé

Plusieurs intervenants abordent la question de CEFM sous l'angle de la santé. Parce que le CEFM au Niger est si fortement lié à la grossesse précoce et à la fertilité, les organisations de santé sexuelle et reproductive considèrent le CEFM comme un obstacle important à la réalisation de leurs objectifs (CARE, 2017). Cette approche peut aussi être politiquement plus facile ; en 2014, le gouvernement a organisé sa campagne nationale sur le CEFM en mettant

l'accent sur la fistule pour éviter de se faire critiquer par les conservateurs religieux (UNICEF, 2016). Le tableau suivant résume les avantages et les inconvénients d'une approche basée sur la santé :

Avantages d'une approche basée sur la santé	Désavantages d'une approche basée sur la santé
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La présentation des risques associés aux grossesses précoces pour les jeunes mères est généralement efficace car les morbidités telles que la fistule sont fréquentes (Morgan, 2016)</li> <li>• Certaines familles dans des conditions économiques difficiles seront plus ouvertes à considérer la planification familiale dû aux dépenses d'élever des enfants et une diminution dû l'emphase agraire (Interview, 5/13)</li> <li>• Utilise le désir des familles de protéger leurs filles contre les dangers</li> <li>• Les interventions ciblant la santé sont culturellement plus acceptables que celles visant à promouvoir le droit de l'enfant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La planification familiale pour les jeunes peut être un enjeu tout aussi difficile à soulever que le mariage d'enfants dans les communautés, puisqu'il y a une stigmatisation des relations sexuelles avant le mariage et de la valeur de la fécondité, bien que l'espacement des naissances soit acceptable (CARE, 2017)</li> <li>• Les hommes continuent de vouloir des jeunes épouses pour prouver leur virilité en ayant de nombreux enfants (Spindler et al., 2019)</li> <li>• L'accès à la planification familiale pour les adolescents est controversé</li> <li>• L'accès aux services de santé est limité</li> </ul>

### CEFM et les droits des femmes et des filles

Les droits des femmes ont été fréquemment débattus au Niger, mais un mouvement de femmes actif, y compris plusieurs OSC ciblant le droit des femmes, existe depuis des décennies (Kang, 2015). La plupart des progrès pour les femmes leaders en affaires et en politique proviennent de Niamey (Interview, 5/27). Les tentatives pour changer les normes de genre ont adopté une approche progressive, en se concentrant sur les clubs de filles et de garçons et des efforts occasionnels de cibler les normes sociales parmi les influenceurs adultes (UNFPA-UNICEF, 2018). Le tableau suivant résume les avantages et les inconvénients d'une approche basée sur les normes de genre/droits des femmes :

Avantages d'une approche basée sur le genre et les droits	Désavantages d'une approche basée sur le genre et les droits
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aborde les normes de genre au cœur du mariage d'enfants</li> <li>• Suit les engagements internationaux</li> <li>• Fournit une mesure claire pour le plaidoyer des OSC</li> <li>• Peut s'appuyer sur un mouvement de femmes nigérien actif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les approches basées sur les droits pour lutter contre le mariage d'enfants sont considérées comme inefficaces, et les droits des filles, en particulier des jeunes filles avant le mariage, sont controversés (Morgan, 2016)</li> <li>• De nombreuses personnes associent les droits des femmes aux droits reproductifs, ce qui est considéré comme tabou (Interview, 5/27).</li> <li>• Toute perception qu'un plan des droits est imposé de l'extérieur (de Niamey ou internationalement)</li> </ul>

	<p>peut provoquer des réactions négatives pour divers enjeux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessite un engagement à long terme pour obtenir des résultats</li> </ul>
--	--

## Impacts de l'instabilité et de COVID-19 sur le CEFM

Les problèmes de sécurité ont un effet considérable sur le CEFM au Niger. En 2018, Plan International a présenté son étude sur l'impact du conflit dans le bassin du lac Tchad sur les adolescentes. Diffa est la région la plus touchée du Niger, et le conflit a engendré des migrations internes, des réfugiés, de la violence et de graves pénuries alimentaires au Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger. Bien qu'aucune donnée fiable n'existe sur l'impact des crises sur le CEFM, les groupes de discussion dans la région ont déclaré que le mariage d'enfants augmente en raison de la crise, en partie parce que le mariage est considéré comme une protection contre les groupes armés (Plan, 2018; Interview, 5/15). L'instabilité au Niger a affecté les initiatives contre le CEFM, réduisant l'accès en particulier pour les filles les plus vulnérables (UNFPA-UNICEF, 2018).

La pandémie liée à la COVID-19 affectera probablement les taux de CEFM, bien qu'il ne soit pas clair pour le moment la taille et la direction de cet effet. Les expériences avec Ébola et lors des crises similaires suggèrent que le mariage d'enfants augmentera en raison de perturbations dans la prestation de services (Girls Not Brides, 2020). Les informateurs avertissent qu'ils n'en savent pas encore assez pour tirer des conclusions. Un répondant a déclaré : « En utilisant l'expérience d'Ébola en Guinée et en Sierra Leone, nous pouvons supposer que les taux de mariage d'enfants augmenteront, mais nous n'avons pas de preuves significatives pour justifier cette hypothèse » (Interview, 5/14). Un autre a cité l'augmentation des appels aux lignes d'assistance comme une preuve que les filles se sentent plus vulnérables pendant la fermeture des écoles (Interview, 5/14). L'impact sur les programmes est important, car de nombreuses initiatives ciblant le CEFM sont présentement suspendues (Interview, 5/15; Interview, 5/27).

UNICEF Niger suivra la proportion de filles qui retournent à l'école une fois celle-ci reprise. Les écoles ont réouvert le 1er juin, mais fermeront à nouveau pour la saison des pluies en juillet et reprendront en octobre. Ils utiliseront ces statistiques pour évaluer l'impact de la pandémie sur la participation scolaire, puis mèneront des recherches supplémentaires pour évaluer d'autres changements liés à la crise (Interview, 5/20).

## D. Dynamiques

Cette section analyse les interactions entre les trois piliers précédents de l'analyse PEA (Facteurs fondamentaux, Règles du jeu et Ici et maintenant). Dans les domaines du **plaidoyer**, de la **recherche** et des **programmes**, nous évaluons où et comment les progrès de lutte contre le CEFM au Niger ont évolué, et quels facteurs d'après la littérature et les informateurs sont prônés à empêcher ces progrès.

Dynamiques contribuant aux progrès sur le CEFM :

- Volonté politique accrue
- Plan National
- Gains locaux avec les chefs religieux et traditionnels
- La recherche a illustré les normes sociales et les problèmes économiques structurels concernant le CEFM
- Avancés considérables dans l'étendue et l'organisation des programmes communautaires et d'éducation

Dynamiques contribuant aux menaces sur le CEFM :

- Pouvoir politique des fondamentalistes religieux
- Faiblesse des OSC au niveau du plaidoyer national
- Résistance de la part des communautés
- Un manque d'évaluations de programmes et d'études sur le changement de comportement des hommes et l'influence de la polygamie

## Progrès

Le plaidoyer à l'échelle internationale – au sein des réunions régionales, de l'ONU et des OING – a récemment augmenté la volonté politique au Niger, conduisant à des gains significatifs pour la lutte contre le mariage d'enfants. Comme l'a dit un informateur : « Lors du Sommet de l'Union Africaine pour la jeune fille, le mariage d'enfants et des jeunes filles fut décrit comme l'un des principaux défis du Niger et nous a motivé à poursuivre notre objectif » (Interview, 5/20).

En particulier, le plan d'action national chiffré requiert une attention intersectorielle de la part de chacun des ministères nigériens. Comme l'a noté un informateur, « le développement du plan national, dirigé uniquement par les dirigeants nigériens, dans un pays où les normes sociales et de genre sont si profondément enracinées, est un grand succès » (Interview, 5/14). Bien que le plaidoyer au niveau local pour l'implémentation du plan soit encore naissant, le plan offre à la société civile une feuille de route pour tenir les ministères responsables de leurs engagements. L'implication du président dans le lancement du plan était à la fois un engagement pour une action future et une affirmation publique que le sujet était d'importance nationale.

Le plaidoyer local auprès des chefs traditionnels et religieux a également augmenté : « un grand nombre d'organisations travaillent avec les communautés en essayant de changer les mentalités » selon un informateur (Interview, 5/15). Même si elle fut édulcorée, la loi de 2012 sur l'éducation des filles a donné aux réformateurs un outil de plaidoyer local auprès des décideurs. Les groupes locaux peuvent utiliser la loi pour assister les filles qui souhaitent rester à l'école lorsque leurs parents s'y opposent (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). Un informateur a confirmé en disant : « Il y a des autorités locales et des dirigeantes qui agissent contre le mariage d'enfants. Désormais, les familles peuvent recevoir une amende pour un mariage précoce » (Interview, 5/27). Le travail sur la protection

de l'enfance au niveau national a également mené à une collaboration renforcée au niveau local (UNFPA-UNICEF, 2018).

La **recherche** au Niger illustre l'enjeu du CEFM sous différents angles, capturant des informations critiques sur les normes sociales et sur les facteurs principaux qui motivent le CEFM. Des études récentes à Maradi, Dosso, Zinder et Diffa ont présenté des analyses détaillées sur la relation entre le mariage d'enfants et la fertilité, la planification familiale, l'éducation, les conflits et l'autonomisation économique. Des recherches supplémentaires (par exemple, le projet Economic Impacts of Child Marriage de la Banque Mondiale et de ICRW (Wodon et al., 2017)) ont fourni davantage de ressources et d'information sur les conséquences sociales et économiques du mariage d'enfants dans le pays.

Grâce en partie à la recherche et au plaidoyer, les groupes d'implémentation ont fait des progrès dans la conception de **programmes** prometteurs contre le mariage d'enfants, en particulier ceux avec une emphase sur l'autonomisation et l'éducation au niveau communautaire. Un informateur a remarqué : « Lorsque vous supportez la réflexion et le dialogue dans la communauté, vous voyez des étincelles de changement » (Interview, 5/19). Un autre a déclaré : « Les interventions communautaires, si elles étaient adoptées et transformées en programmes coordonnés et multisectoriels, généreraient de grands changements » (Interview, 5/15). Ces programmes s'attaquent au mariage d'enfants en employant des thèmes tels que l'éducation, l'autonomisation économique et la santé. La plupart de ces programmes n'ont pas encore été évalués, il reste donc à voir dans quelle mesure ils réduisent ou atténuent le taux de CEFM.

Pour une poursuite des progrès, le plaidoyer, la recherche et les programmes doivent continuer à avancer ensemble. Par exemple, le plaidoyer pour améliorer l'accès à l'éducation des filles aura peu de succès et peut même provoquer des réactions négatives s'il n'y a pas de programmes pour améliorer les écoles ou modifier les normes communautaires sur le CEFM.

### Obstacles aux progrès

Il existe d'importants obstacles au plaidoyer dans l'environnement actuel. Plusieurs informateurs ont décrit le fondamentalisme religieux comme une menace considérable empêchant de nouveaux progrès politiques. Comme l'un d'eux l'a dit, « les fondamentalistes critiquent fréquemment les lois interdisant le CEFM. Beaucoup de travaux et programmes sur le mariage d'enfants s'intitulent différemment pour éviter ces critiques. Même les politiciens sont hésitants [sur la question] » (Interview, 5/14). Un autre a déclaré : « Bien que le mariage d'enfants ne soit pas tabou, c'est certainement un sujet politique avec des chefs traditionnels radicaux qui légitiment le CEFM. Les candidats à la réélection peuvent amplifier ce message pour des votes » (Interview, 5/15).

Les groupes fondamentalistes utilisent les manifestations publiques et les médias pour faire entendre leurs voix et promouvoir leurs programmes. Un informateur a décrit leurs méthodes pendant la campagne pour l'éducation des filles : « Quand le gouvernement a essayé

d'adopter des lois protégeant les filles il y a quelque temps, les fondamentalistes sont sortis dans la rue avec des filles en longs voiles noirs pour prouver que même les filles ne voulaient pas que la loi passe. Les filles... étaient à l'avant de la manifestation, exclamant que la loi enfrenait leur liberté de se marier » (Interview, 5/20). Les fondamentalistes répandent des messages semblables à la télévision et à la radio.

Les organisations de la société civile, en particulier les groupes basés au Niger, ne semblent pas assez forts pour faire face à l'opposition fondamentaliste. En particulier, elles n'ont pas encore engagé les journalistes ou les médias pour participer à cette question et débattre les réclamations des groupes conservateurs. Un informateur a également noté que, contrairement à d'autres pays où la société civile est « structurée par » le plan d'action national, les OSC du Niger ne le suivent que « par morceaux » (Interview, 5/14).

Le plaidoyer local est compliqué par la résistance des membres de la communauté et une tendance à maintenir les normes sociales. Les dirigeants locaux peuvent réagir initialement à la pression ou à l'influence et s'engager à mettre fin au mariage d'enfants, mais si les membres de la communauté continuent de croire fermement en cette pratique, surtout en tant que mécanisme de protection pour leurs filles, il est peu probable que les dirigeants poursuivent leurs efforts (Morgan, 2016). Il a également été signalé que des membres de la communauté utilisent les mécanismes de vigilance pour surveiller et condamner le comportement des jeunes, en particulier des filles (Morgan, 2016).

La résistance des communautés est l'une des principales raisons pour lesquelles le plaidoyer autour de l'augmentation de l'âge du mariage a peu de chances de réussir actuellement. L'implémentation et l'application d'un règlement seraient difficiles dans un contexte où la plupart des gens ne soutiennent pas la politique, et le manque d'alternatives aggraverait la situation des filles – en particulier si leurs parents étaient condamnés à une amende ou emprisonnés pour leur résistance (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018).

La **recherche** aide considérablement les réformateurs et les responsables des programmes à mieux comprendre les systèmes soutenant le mariage d'enfants, mais de grandes lacunes persistent. Plus important encore, le manque de données DHS de 2017, en raison de problèmes de qualité, restreint significativement les analyses sur l'état actuel du CEFM. De plus, il n'y a pas suffisamment de recherches évaluant les efforts de lutte contre le CEFM au Niger. Il sera également important d'évaluer comment les politiques actuellement mises en œuvre à Niamey affectent les pratiques de chaque ministère et comment elles se traduisent dans les communautés. Une autre lacune des recherches est un manque d'étude sur le comportement des hommes et comment mieux les impliquer pour résoudre les problèmes. Certains chercheurs abordent le sujet de la polygamie au Niger, mais peu présentent une image complète de l'interaction entre la polygamie et le CEFM. De plus, certaines régions du Niger, comme Agadez, où le mariage d'enfants aurait considérablement diminué entre 1992 et 2012, sont à peine étudiées. Un informateur a également noté en particulier un manque de

compréhension des programmes efficaces qui traitent les mariages des très jeunes, c'est-à-dire des moins de 15 ans (Interview, 5/13).

Le défi le plus important pour les **programmes** luttant le CEFM est de créer un système qui offre des protections sociales aux filles et qui soit acceptable pour les parents et les influenceurs. Comme présenté dans une analyse du gouvernement nigérien, « les programmes qui introduisent les dangers causés par le mariage d'enfants peuvent changer les croyances, mais sans autres moyens de générer les avantages du mariage d'enfants, cela ne fait que créer des contradictions » (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2018). Ces contradictions peuvent nuire aux filles. Un informateur a proposé que l'approche « ne pas nuire », ou une stratégie sécuritaire pour les filles, nécessite plus d'attention et d'évaluations. « Plus la fille retarde son mariage, plus sa situation empire. En intervenant, nous lui demandons de retarder le mariage et elle n'a plus d'opportunités pour vivre. Avons-nous vraiment fait une différence ? » (Interview, 5/14)

Même si un programme parvient à séparer les incitations autour du mariage d'enfants, l'expansion d'un tel programme serait difficile ou impossible dans un environnement qui ne permet pas l'autonomisation économique, une éducation de qualité et l'accès aux soins de santé. « Le Niger a toujours une mortalité infantile élevée, une fécondité élevée pour compenser la mortalité élevée et d'autres facteurs motivant la continuation du CEFM », a déclaré un informateur. « Il semble que les gens ne peuvent pas imaginer autre chose que cette norme, c'est donc un défi de changer le CEFM au Niger » (Interview, 5/19). La crise économique persistante, la violence extrémiste et la COVID-19 ne font que renforcer cet environnement.

Alors que la plateforme nationale aide à unifier les différentes approches au CEFM, la dynamique entre les OING et les OSC menace d'entraver les progrès. Les OING et les OSC sont essentielles pour le succès des programmes, car les OING ont le pouvoir de convocation et de plaidoyer et les OSC ont des liens avec les communautés locales. Pour la durabilité des programmes, il faut développer un mécanisme qui encourage cette collaboration tout en renforçant les capacités des OSC afin qu'elles ne dépendent pas des OING pour faire entendre leurs voix au niveau national.

## V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette PEA soutiennent les conclusions et recommandations suivantes :

### A. Quelle sont les justifications économiques pour l'investissement relié au CEFM au Niger ?

- **Le Niger a le taux le plus élevé de mariage d'enfants du monde.** Bien qu'il s'agisse d'un environnement très difficile, s'engager sérieusement dans la question du CEFM implique affronter des environnements difficiles. Parce que le CEFM au Niger est principalement contrôlé par les normes sociales, cet environnement offre une opportunité d'apprendre comment réaligner efficacement les risques et les avantages au niveau individuel et communautaire tout en protégeant les filles. Il s'agit d'un problème à l'échelle nationale au Niger, et le gouvernement, bien qu'actuellement ouvert à s'engager sur la question, n'a pas les ressources pour le résoudre sans une aide significative.
- **Les organisations de la société civile au Niger ont besoin d'investissements et de support.** Les OSC jouent un rôle essentiel dans la gestion du CEFM au niveau local, où se trouvent les leviers principaux du changement. Cependant, elles sont petites et manquent de capacité à se faire entendre. Un investissement dans le support des OSC, la coordination de leurs efforts au niveau communautaire et l'évaluation de leurs programmes aiderait à construire et à soutenir les progrès contre le CEFM.
- **Les solutions de lutte contre le CEFM au Niger nécessitent des changements dans de nombreux secteurs. Cependant, il serait stratégique et efficace d'étudier les points d'entrée de chaque secteur individuel pour profiter des points forts des donateurs.** Certains donateurs abordent la question du CEFM au Niger avec une perspective sur l'éducation ou sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Sachant que les normes sociales liées au genre sont de grande importance au Niger, il est essentiel d'employer une approche multi-dimensionnelle qui met l'emphase sur l'égalité des genres. Les donateurs peuvent profiter des investissements actuels dans la planification familiale des adolescents au Niger puisque cet enjeu et le CEFM sont étroitement liés. En abordant les normes sociales qui motivent le CEFM, investir au Niger pourrait également aider les donateurs à atteindre d'autres objectifs sectoriels, tels que ceux reliés à la planification familiale, la santé reproductive, et la santé maternelle et néonatale.

### B. Quels sont les facteurs d'influence clés du CEFM au Niger ?

- **Le plan d'action national avec une composante budgétaire offre une feuille de route pour le plaidoyer.** En tant que ressource principale pour la lutte contre le CEFM, la plateforme nationale a l'opportunité de devenir une source d'unité entre les différents programmes de plaidoyer et un moyen de tenir le gouvernement responsable des objectifs du plan d'action national. Le maintien de l'engagement du gouvernement envers le CEFM sera particulièrement urgent au cours de l'année à venir avec les élections nationales et la transition vers un nouveau président et un nouveau cabinet.

- **Les approches communautaires qui abordent les normes sociales et la vulnérabilité économique offrent le meilleur espoir pour les programmes combattant CEFM.** Les programmes ciblant uniquement l'éducation ou l'autonomisation économique peuvent générer des risques et du travail supplémentaire pour les filles vulnérables, et il est peu probable qu'ils influencent l'âge auquel les filles se marient. Les programmes avec une emphase sur le genre qui abordent les normes sociales et fournissent un filet de sécurité sociale aux familles peuvent être plus efficaces.
- **Les investissements efficaces engageront les chefs religieux et traditionnels, les pères et les maris en tant qu'influenceurs essentiels.** La participation des hommes en tant qu'influenceurs et décideurs est essentiel pour faire évoluer les normes liées au CEFM. Les dirigeants locaux ont beaucoup d'influence sur les villages, souvent plus que les dirigeants politiques à Niamey. L'engagement de l'association des chefs de village et des imams progressistes aidera à unifier les efforts de lutte contre CEFM et les valeurs religieuses et traditionnelles. Les pères et les maris, en tant que décideurs du CEFM, sont également essentiels pour l'évolution des normes.

### C. Dans quelles domaines l'investissement/l'influence peuvent-elles transformer les lacunes en opportunités ?

- **L'engagement des médias peut aider à modifier les normes sociales tout en combattant l'influence des dirigeants fondamentalistes.** La radio, et dans une moindre mesure la télévision, sont de puissants outils de communication au Niger, pourtant les journalistes et les médias abordent rarement le sujet du CEFM. Ces outils pourraient être utilisés pour faire évoluer les normes sociales par le biais d'émissions en série, ou pour encourager l'engagement politique par le biais d'émissions d'informations. L'engagement des médias mettant en vedette des dirigeants locaux et nationaux peut augmenter la légitimité culturelle de la question.
- **La direction des OSC avec le support des OING peuvent mener à la réduction de CEFM au long terme.** Alors que certains informateurs ont dit que les villageois accueillent les OING parce qu'elles fournissent des services, d'autres ont affirmé que la générosité perçue n'équivaut pas à l'influence. Puisqu'elles sont plus proches des communautés, les OSC sont plus en mesure de concevoir des programmes qui répondent aux besoins locaux. Les OSC doivent également être prêtes pour le jour où CEFM ne générera pas le même niveau d'attention et d'investissement international, car la pratique restera tout de même présente et affectera encore une partie importante de la population nigérienne. Les OING jouent un rôle important au moyen terme en préparant les OSC à devenir des leaders. Amplifier les voix et les succès des OSC à court terme aidera également les influenceurs, les alliés et autres décideurs à percevoir la lutte contre le CEFM comme une lutte d'origine nigérienne.
- **Le changement de politique devrait être une priorité de plaidoyer plutôt que la réforme juridique dans la réalité politique actuelle du Niger.** Les accords et objectifs internationaux furent considérablement importants pour faire avancer la question du CEFM au niveau national et aux autorités politiques du Niger. Cependant, les stratégies de plaidoyer des acteurs internationaux doivent également comprendre les limites de la

réalité politique actuelle du Niger. Plusieurs organisations internationales continuent de citer la réforme juridique comme objectif de plaidoyer malgré le fait que la poursuite d'une telle réforme pourrait entraîner des réactions négatives qui nuiraient aux programmes du CEFM et aux filles elles-mêmes. Les programmes de plaidoyer devraient préciser que la réforme juridique au Niger ne sera pas une priorité tant qu'il n'y aura pas un soutien nigérien significatif pour un tel changement.

- **La recherche doit identifier les modèles efficaces pour les programmes locaux.** Il existe encore des lacunes considérables dans les connaissances sur le CEFM au Niger, comme discuté ci-dessus. Davantage d'évaluations des interventions sont nécessaires pour déterminer quelles approches sont efficaces pour mieux lutter contre le mariage d'enfants au niveau local au Niger. Investir dans la recherche pour combler cette lacune aiderait les responsables d'implémentation des programmes à aborder la question des normes et leurs liens au CEFM –une leçon applicable dans de multiples domaines également.
- **Les normes sociales devraient être abordées par une perspective positive et constructive et d'une manière sécuritaire pour les filles.** Comme indiqué ci-dessus, le problème de CEFM est difficile à contrôler au Niger en grande partie puisque les décideurs et les influenceurs tirent des avantages sociaux du CEFM, tout comme les filles, mais pourtant tous les risques de la pratique tombent uniquement sur les filles. Elles sont également les plus à risque lorsqu'un programme est mal organisé ou échoue, et a des conséquences néfastes inattendues. Grâce à la recherche, au partage d'information et aux projets pilotes, les approches les plus encourageantes pourront être identifiées et implémentées.
- **Construire des réseaux et des connexions entre les villages.** La persistance du CEFM dans certaines zones géographiques suggère que les filles et leurs parents sont conscients des coutumes et de l'environnement autour d'eux. Plus généralement, les jeunes sont des acteurs importants dans la lutte contre le CEFM et la découverte de solutions innovatives : l'investissement dans leurs compétences en tant que leaders peut générer des gains, par exemple dans leur santé et droits sexuels et reproductifs. Un informateur a dit qu'il espérait que les réseaux parmi les jeunes pourraient fournir des exemples puissants de leadership et montrer aux parents qu'il existe des chemins alternatifs vers la vie adulte. De tels réseaux pourraient aussi permettre aux jeunes de partager les stratégies efficaces pour éviter les risques sociaux associés au mariage tardif.

## RÉFÉRENCES

- Abdelkader, G. K., & Zangaou, M. (2012). *Wahaya: Domestic and sexual slavery in Niger*. Association Timidria.
- Afifi, T. (2011). Economic or Environmental Migration? The Push Factors in Niger. *International Migration*, 49(s1), e95–e124.
- Bergstrom, K. (2002). *Legacies of Colonialism and Islam for Hausa Women: An Historical Analysis, 1804-1960*. Michigan State University.
- Burki, T. K. (2013). Malaria and malnutrition: Niger's twin crises. *The Lancet*, 382(9892), 587–588. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)61732-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)61732-8)
- CARE. (2017). *Barriers and supports to reducing early child bearing among newly married adolescent girls in Zinder region: A qualitative study*. CARE, Bill & Melinda Gates Foundation.
- Chata Malé & Quentin Wodon. (2016). *Basic Profile of Child Marriage in Niger*. World Bank.
- Fenn, N. S., Edmeades, J., Lantos, H., & Onovo, O. (2015). *Child marriage, Adolescent pregnancy and Family formation in West and Central Africa: Patterns, trends and drivers of change*. UNICEF.
- FP2020. (2019). *Niger FP2020 Core Indicator Summary Sheet: 2018-2019 Annual Progress Report*. FP2020. [http://www.familyplanning2020.org/sites/default/files/Data-Hub/2019CI/Niger\\_2019\\_CI\\_Handout.pdf](http://www.familyplanning2020.org/sites/default/files/Data-Hub/2019CI/Niger_2019_CI_Handout.pdf)
- Gambo Boukary, A., Diaw, A., & Wünscher, T. (2016). Factors Affecting Rural Households' Resilience to Food Insecurity in Niger. *Sustainability*, 8(3), 181. <https://doi.org/10.3390/su8030181>
- Girls Not Brides. (2020). *Niger Country Overview*. <https://www.girlsnotbrides.org/child-marriage/niger/>
- Institut National de la Statistique - INS/Niger, & ICF International. (2013). *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger 2012*. INS/Niger and ICF International.
- Kang, A. J. (2015). *Bargaining for Women's Rights: Activism in an Aspiring Muslim Democracy*. University of Minnesota Press.
- Kang, A. J. (2018). Niger: Patterns of Women's Political Presence Since Independence. In S. Franceschet, M. L. Krook, & N. Tan (Eds.), *Palgrave Handbook of Women's Political Rights* (1st ed., pp. 591–605). Palgrave Macmillan.
- Langendorf, C., Roederer, T., de Pee, S., Brown, D., Doyon, S., Mamaty, A.-A., Touré, L. W.-M., Manzo, M. L., & Grais, R. F. (2014). Preventing Acute Malnutrition among Young Children in Crises: A Prospective Intervention Study in Niger. *PLoS Medicine*, 11(9), e1001714. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001714>
- Malé, C., & Wodon, Q. (2016). *Basic Profile of Child Marriage in Niger* (Child Marriage Series with Education Global Practice) [Knowledge Brief]. World Bank Group & ICRW.
- Melnikas, A., Saul, G., Singh, S., Mkandawire, J., Gueye, M., Diarra, A., & Amin, S. (2019). *More Than Brides: Midline Evaluation Report*. Population Council.
- Menocal, A. R., Cassidy, M., Swift, S., Jacobstein, D., Rothblum, C., & Tservil, I. (2018). *Thinking and Working Politically Through Applied Political Economy Analysis: A Guide for Practitioners*. USAID: Center of Excellence on Democracy, Human Rights and Governance.

- Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. (2018). *Etat des lieux: Mariage des Enfants au Niger*. République du Niger.
- Ministry of Justice. (2019). *Fifteenth (15th) Periodic Report of the Republic of Niger on the Implementation of the African Charter on Human and Peoples' Rights Covering the Period 2017-2019, Presented Pursuant to Article 62 of the Said Charter*. Republic of Niger. <https://www.achpr.org/public/Document/file/English/NIGER%2015%20%C3%A8me%20RAPPORT%202017-2019-ENG.pdf>
- Morgan, J. (2016). *Family Honour and Shattered Dreams: Girl Brides in Mali, Niger and Senegal*. Plan International.
- Portail de l'Afrique de l'Ouest. (n.d.). *Polygamy remains common and mostly legal in West Africa*. Portail de l'Afrique de l'Ouest. Retrieved June 5, 2020, from <http://www.west-africa-brief.org/content/en/polygamy-remains-common-and-mostly-legal-west-africa>
- Save the Children UK. (2017). *Child Marriage in Niger*.
- Spindler, E., Perlman, D., Chaibou, S., Silverman, J., Carter, N., Boyce, S., Levtov, R., Vlahovicova, K., & Lauro, G. (2019). *Child Marriage, Fertility, and Family Planning in Niger: Results From a Study Inspired by the International Men and Gender Equality Survey (IMAGES)*. Promundo-US.
- UNDP. (2019). *Human Development Data (1990-2018)*. <http://hdr.undp.org/en/data>
- UNFPA, & UNICEF. (2018). *Annual Report: Turning Commitments into Solid Actions*.
- UNICEF. (2016). *Briefing Notes on Child Marriage in Niger*. UNICEF.
- Walker, J.-A. (2013). *Mapping Early Marriage in West Africa: A Scan of Trends, Interventions, What Works, Best Practices and the Way Forward*. Ford Foundation.
- Wodon, Q., Male, C., Nayihouba, A., Onagoruwa, A., Savadogo, A., Yedan, A., Edmeades, J., Kes, A., John, N., Murithi, L., Steinhaus, M., & Petroni, S. (2017). *Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Brief*. World Bank Group & ICRW. [https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2018/02/ICRW\\_Brief\\_GlobalSynthesis.pdf](https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2018/02/ICRW_Brief_GlobalSynthesis.pdf)

## APPENDIX A: KEY INFORMANT INTERVIEW GUIDE (ENGLISH)

**Introduction:** *Thank you so much for taking the time to speak with me. Iris Group is conducting Political Economy Analyses on Child, Early and Forced Marriage. Our purpose is to develop a high-level analysis of the CEFM context in each of eight countries. You have been recommended as an expert in Niger on this issue, and we greatly appreciate your input in this process. Your responses will help shape a contextual understanding of CEFM in Niger, which in turn will contribute to recommended responses. Your specific responses will not be attributed to you without your consent. We are very grateful for your honest responses.*

First, can you tell me a little bit about your work in Niger related to CEFM?

### Foundational Factors

From what you know based on your work or experiences in Niger, what are the most important factors driving **regional differences** in CEFM in Nigeria? (probe for geographical, environmental differences)

In Niger, CM does not appear to vary by **economic quintile** except for the top fifth. What do you attribute this to?

How have **ethnic differences** shaped CM and other gender issues in Niger?

### Rules of the Game

Is **national law** the only relevant legal framework for CEFM in Niger?

What **international commitments** has Niger made on CEFM?

Are there **groups trying to use these international commitments** to pressure for national legal changes?

Have there been **any recent norms changes** related to gender, fertility desires, familial responsibility and sexual debut? Have these been reflected in CM rates?

### Here and Now

What **global, regional or national events** have been important to CEFM in Niger in the past couple years?

How do you think **COVID-19** will affect CEFM and efforts to combat it?

Who are the **key stakeholders and actors on CEFM**? (probe for donors, CSOs, policymakers, advocates)? Are there any outstanding champions on this?

What **progress** has been made on CEFM in Niger? (*probe for programmatic, research, advocacy*)

Who are the **current obstacles** to change on CEFM? Are there CSO or political factions dedicated to preventing change?

What are the **biggest obstacles** for current CEFM efforts in Niger? (*probe for programmatic, research and advocacy challenges*) Have these changed over time?

Who is **empowered to act** and what help do they need to be effective?

Is **CEFM linked with other issues** at the national level (e.g. education, sexual rights and reproductive health, gender-based violence, etc.) or addressed as a separate issue?

How do **microeconomic decisions** affect CEFM? How do **macroeconomic decisions** affect CEFM?

To what extent are **women visible** as participants in the formal labor force?

Are **women's rights/rights of girls** considered important issues in political campaigns at a national level? Regional level?

Have there been **any successful changes** on other women's rights issues recently?

Are there any actors who have an **economic interest** in change on CEFM? Any who have an economic interest in keeping things the same?

## Dynamics

What do you think would happen **if Niger changed its law** to prohibit marriage under 18? What would be the primary implementation challenges? (Probe for any regional differences, urban/rural differences)

What influence do **international NGOs, institutions and donors** have on CEFM in Niger?

What are the limitations of their influence?

What role does **media** in Niger play in CEFM?

Is there anyone else you think it's important for me to speak to about this issue? Are there any materials you can share that might help us understand these contextual issues better?

## APPENDIX B: GUIDE D'ENTREVUE DES INFORMATEURS CLÉS (FRANÇAIS)

### Guide d'entrevue des informateurs clés – Niger

**Introduction:** Merci beaucoup de prendre le temps de me parler aujourd'hui. Iris Group prépare une analyse d'économie politique sur les mariages d'enfants, précoces et forcés (CEFM). Notre objectif est de développer une analyse générale du contexte des CEFM dans chacun des huit pays, incluant le Niger. Vous nous avez été recommandé en tant qu'expert au Niger sur cette question, et nous apprécions vraiment votre contribution. Vos réponses nous aideront à comprendre le contexte des CEFM au Niger et formuler des recommandations. Les résultats seront utilisés pour des analyses internes par la Fondation, et nous ne prévoyons pas une diffusion publique de ces résultats. Pour clarifier, aucunes réponses spécifiques ne vous sera attribuées sans votre consentement. Nous vous remercions pour vos réponses honnêtes et votre temps.

D'abord, pouvez-vous nous parler un peu de votre travail au Niger sur le mariage d'enfants, précoce et forcé?

#### Facteurs fondamentaux

D'après votre travail et expérience, que considérez-vous sont les facteurs les plus importants qui causent des **différences régionales** dans le mariage d'enfants au Niger? (explorer les différences géographiques et environnementales)

Au Niger, les taux de CEFM ne semblent pas varier par **quantile économique** sauf dans le quantile le plus riche. A quoi attribuez-vous cela ?

Comment est-ce que les **différences ethniques** affectent le mariage d'enfants au Niger?

#### Règles du jeu

La **loi nationale** est-elle le seul cadre juridique pertinent pour le CEFM au Niger ?

Quels **engagements internationaux** le Niger a-t-il pris sur le CEFM ?

Y a-t-il des **groupes** qui essaient d'utiliser ces engagements internationaux pour mettre de la pression en faveur de changements juridiques nationaux ?

Y a-t-il eu des **changements récents de normes** liées au sexe, à la fertilité, à la responsabilité familiale et aux premiers rapports sexuels ? Ces derniers ont-ils été reflétés dans les taux de CEFM ?

### **Ici et maintenant**

Quels **événements mondiaux, régionaux ou nationaux** furent importants pour le CEFM au Niger au cours des dernières années ?

Comment pensez-vous que **COVID-19** affecte les taux de CEFM et les efforts pour les réduire?

Qui sont les **principales parties prenantes et acteurs du CEFM** ? (explorer les donateurs, les OSC, les décideurs politiques, les défenseurs) Y a-t-il des champions exceptionnels qui travaillent sur ce sujet?

Quels **progrès** liés au CEFM avez-vous remarqués au Niger? (*explorer les programmes, la recherche, le plaidoyer*)

Quels sont les **obstacles** actuels aux progrès de CEFM ? Y a-t-il des OSC ou des partis politiques dédiés à empêcher des changements ?

Quels sont les **obstacles** les plus significatifs aux efforts de lutte contre le CEFM au Niger ? (*explorer les défis liés aux programmes, la recherche, le plaidoyer*) Ces obstacles ont-ils changé au fil du temps ?

Qui est prêt et **capable** à agir et de quelle aide ont-ils besoin pour être efficaces?

**Le CEFM est-il lié à d'autres enjeux** au niveau national (par exemple, l'éducation, l'économie, les droits sexuels et la santé reproductive, le VIH, le HTP, etc.) ou est-il traité comme une question distincte ?

Comment est-ce que les **décisions microéconomiques** affectent le CEFM ? Comment est-ce que les **décisions macroéconomiques** affectent le CEFM ?

Les femmes sont-elles considérées comme des **participantes actives et visibles** dans le marché du travail ?

Les **droits des femmes et des filles** sont-ils considérés comme des enjeux importants dans les campagnes politiques au niveau national ? Niveau régional ?

Y a-t-il eu des **progrès récents** reliés aux droits des femmes ?

Y a-t-il des acteurs qui ont un **intérêt économique** de lutter contre le CEFM ? Qui a un intérêt économique de préserver la pratique ?

## **Dynamiques**

Que pensez-vous se passerait si le **Niger modifiait sa loi** pour interdire le mariage des moins de 18 ans ? Quels seraient les principaux défis de l'implémentation ? (*explorer les différences régionales, urbaines/rurales*)

Quelle influence les **ONG internationales, les institutions et les donateurs** ont-ils sur le CEFM au Niger ? Quelles sont les limites à leur influence ?

Quel rôle jouent les **médias** au Niger dans le CEFM ?

Y a-t-il d'autres gens à qui nous devrions nous adresser pour plus de renseignements sur ce sujet ? Avez-vous des documents supplémentaires qui pourraient nous aider à mieux comprendre le contexte du mariage d'enfants au Niger ?